Sarkozy : Création d'un Hedge Fund et exil fiscal à Londres ?

25/01/2013 à 17h15

Nicolas Sarkozy aurait trouvé sa nouvelle voie. L'ancien Président aurait « *un projet secret qui vise à faire une entrée fracassante dans la vie des affaires en créant [un] fonds d'investissement spécialisé dans le private equity* ». Selon le site Mediapart, la brigade financière détiendrait "des indices" de ce projet.

Le site Internet Next Finance de suggérer à son tour que l'ex-Président pourra bénéficier des conseils de son demi-frère, Olivier Sarkozy , co-responsable et director chez Carlyle à New York, l'un des plus grand fonds de private equity, pour lequel il est en charge de l'activité Global Financial Services.

> *Avec l'aide d'Alain Minc et de Vincent Bolloré notamment, le fonds pourrait lever jusqu'à 1 milliard d'euros auprès des fonds souverains en Asie et dans le Golfe et des grandes familles fortunées.*

Tout cela semble formidable et prometteur. Seulement, le fonds serait lancé à Londres. Sans surprise, les intéressés et les proches du président démentent, limite outrés. Même pour Thierry de Cabarrus, chroniqueur au Nouvel Obs, ce scénario d'un exil londonien ne tient décidément pas.

Au final, dans cette histoire, vous remarquerez que personne ne décrédibilise vraiment l'idée du fonds d'investissement. Après tout Nicolas Sarkozy n'a jamais caché ses ambitions de faire du business.
Et si ce fonds était finalement lancé à Paris ? Tout ce ramdam autour d'un possible départ à Londres est en tout cas une

manière efficace de mieux faire passer la pilule d'un Président se lançant dans le monde des affaires (du jamais vu en France). Oui, mais à la condition qu'il le fasse en France !

Après tout, en plus de créer la (bonne) surprise, il donnerait à la place financière le coup de pub dont elle a tellement besoin. Signe qui ne trompe pas : La France est le pays le plus affecté par la baisse du nombre d'établissements financiers en Europe (-46% depuis 1999), à l'exception des Pays-Bas (-59%), pour une baisse moyenne dans l'UE de 28%, selon les chiffres communiqués hier par la Banque centrale européenne (BCE).

Sources: Dailymail / L'AGEFI / Boursorama / Le Figaro